



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005117
Bénéficiaire :	29040227000026 ASSOCIATION SYNDICALE DU CANAL DE MANOSQUE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	29040227000026
Raison sociale :	ASSOCIATION SYNDICALE DU CANAL DE MANOSQUE
Adresse :	04130 VOLX



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP03-OT06-PI06d-OS6d - Objectif spécifique : Réduire la pression sur la biodiversité en intervenant sur les trames vertes et bleues

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Travaux de restauration de la continuité écologique du Largue par modification du siphon de l'Association Syndicale du Canal de Manosque
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	LARGUE AVAL ENTRE VOLX ET VILLENEUVE ALPES DE HAUTE PROVENCE
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Villeneuve
Commune INSEE	Volx

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI6d : Réduire la pression sur la biodiversité en./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 5 mai 2017	Décisionnel	Dématérialisé	05/05/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 25 mars 2019	Décisionnel	Dématérialisé	25/03/2019	

Description de l'opération
<p>L'Association Syndicale du Canal de Manosque (ASCM), établissement Public à Caractère Administratif, gère un canal de transport et de distribution d'eau brute. A ce jour, il dessert un périmètre d'environ 1 900 ha et 4 300 adhérents sur 13 communes de Château-Arnoux à Corbières.</p> <p>Créé en 1881, le canal principal de 57 kms de long, franchissant un grand nombre de vallons ou de ruisseaux, traverse, en particulier, la vallée Le Largue par l'intermédiaire d'un siphon qui mesure 930 mètres linéaires et est composé de deux tuyaux parallèles en fonte grise, l'un de diamètre 1000 mm (en rive droite) et l'autre de diamètre 900 mm (en rive gauche). Ce dernier comporte également de nombreux ouvrages particuliers (décharge, vidange, ventouses, robinets d'air, dalot de support, ...) et, au droit de la traversée du lit du cours d'eau Le Largue, un seuil de protection.</p>



Le cours d'eau Le Largon, de la confluence avec le cours d'eau la Laye jusqu'à la confluence avec la Durance, a été classé le 19 juillet 2013 en application de l'article L. 214-17 alinéa 2 du code de l'environnement. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée, entré en vigueur le 11 septembre 2013, prévoit que tous les ouvrages présents sur le cours d'eau soient gérés, entretenus et/ou équipés pour assurer un transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

L'arrêté du Préfet des Alpes de Haute Provence n°2015-057-0022 précise les prescriptions relatives aux obligations de l'ASCM de restauration de la continuité écologique au droit de son siphon.

A ce titre, l'ASCM a fait réaliser une étude des solutions techniques pour la restauration de la continuité écologique du Largon au droit de son siphon. L'étude a été suivie par un Comité de Suivi comprenant la Direction Départementale du Territoire des Alpes de Haute Provence, l'Agence de l'Eau RMC, la Région PACA, l'Office Nationale des Eaux et des Milieux Aquatiques, la Fédération de Pêche des Alpes de Haute Provence et le Parc Naturel Régional du Luberon.

Le scénario de rétablissement de la continuité écologique, tout en préservant le fonctionnement du canal, retenu par l'ASCM, conformément aux avis des membres du Comité de Suivi, est le scénario suivant : démolition du seuil de protection, des deux chambres attenantes et d'environ 85 ml de canalisations sur 930 ml puis pose, à une cote altimétrique inférieure, de deux nouvelles canalisations et construction des deux nouvelles chambres et des appareillages qu'elles hébergent.

#### Objectifs recherchés :

L'objectif visé est la réduction de la pression sur la biodiversité et le rétablissement de la continuité écologique du Largon au droit du siphon de l'ASCM, tout en maintenant la pérennité du fonctionnement du canal de Manosque.

Cette opération permettra :

- De rétablir totalement la continuité piscicole
- De rétablir totalement la continuité sédimentaire
- De supprimer le remous liquide et solide existant
- D'améliorer la qualité de l'eau par suppression de l'effet plan d'eau
- D'améliorer les habitats (décolmatage du substrat)
- De rétablir le profil « naturel » du Largon
- Tout en maintenant la pérennité du fonctionnement le canal de Manosque

Cette opération est la solution optimale de rétablissement de la continuité écologique.

#### Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés sont les suivants :

- Permettre la restauration de la continuité écologique du Largon au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, éviter l'érosion de la biodiversité notamment des poissons migrateurs et diminuer le risque de dégradation de l'état
- Donner aux espèces identifiées – Truite fario, blageon et barbeau fluviatile – la possibilité d'accéder aux zones de reproduction
- Permettre aux sédiments de transiter de l'amont vers l'aval
- Améliorer la qualité de l'eau par suppression de l'effet plan d'eau
- Améliorer les habitats par décolmatage du substrat
- Rétablir le profil « naturel » du Largon

#### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/05/2017	Fin : 31/05/2021
------------------------------------	--------------------	------------------

Le projet contenu dans la présente demande de subvention n'a pas démarré.

Préalablement, en dehors de la présente demande de subvention, ont été réalisés un diagnostic du siphon de l'ASCM au regard de la continuité écologique, une analyse des différentes possibilités d'aménagements, une étude d'avant-projet de la solution retenue qui est l'objet de la présente demande de subvention. Le dossier loi sur l'eau, qui sera instruit dans le cadre d'un arrêté complémentaire, et l'étude d'impact qui sera intégrée au dossier loi sur l'eau sous la forme d'un document d'incidence sont en cours d'élaboration pour être remis à l'autorité administrative en charge de la police de l'eau.

Le phasage prévisionnel est le suivant :

- Avril 2016 à juin 2016 : finalisation du dossier loi sur l'eau, réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises pour la maîtrise d'œuvre et appel d'offres pour la maîtrise d'œuvre
- Juillet 2016 à février 2017 : suite à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, réalisation des études complémentaires nécessaires qui se présenteraient telles que les sondages géotechniques, réalisations de l'étude projet, suivi de l'instruction du dossier loi sur l'eau, démarches auprès des propriétaires fonciers concernés par le projet



- Mars 2017 à juillet 2017 : réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises pour les travaux par le maître d'œuvre, appel d'offres Travaux et notification du marché Travaux
- Septembre 2017 à mars 2018 : préparation et réalisation des travaux ; les principaux travaux nécessitant de travailler hors d'eau auront lieu de début novembre 2017 à fin janvier 2018, période de chômage du canal de Manosque
- Avril 2018 à Juin 2018 : réception des travaux et achèvement de toutes les prestations

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	79 000,00 €
Etudes MOE			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	640 925,00 €
Travaux			
Total :			719 925,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



### Détails des ressources

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse			50,00	359 962,50			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	359 962,50			
<b>Total co-financeur</b>				<b>100,00</b>	<b>719 925,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				0,00	0,00			
<b>COUT TOTAL ELIGIBLE</b>				<b>100,00</b>	<b>719 925,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Direction des Affaires Européennes - PACA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Le contenu détaillé et motivé de la reprogrammation est le suivant :

1/ Hausse du cout total éligible de l'opération suite à l'appel d'offres des travaux déclaré infructueux.

Au moment de la demande d'aide FEDER le 16/04/2016, l'estimation financière de l'opération s'est appuyée sur le rapport de IRH Conseil Environnement dans le cadre de la réalisation de l'avant-projet sur la solution technique retenue. Ce montant a été sous-évalué et la réalisation des travaux s'est avérée plus complexe avec de nombreux risques :

- Limitation de la fenêtre d'intervention en période hivernale et phasage du chantier (contraintes environnementales fortes et risque de noyade du chantier en cas de crues) ;
- Réalisation d'un chenal de dérivation durant la période de chantier ;
- Difficultés d'accès et de circulation aux abords du chantier ;
- Réduction des emprises foncières côté Villeneuve ;
- Réalisation d'équipements hydraulique dans les regards ;
- Nécessaires protections cathodiques des canalisations ;
- Raccordements incertains des ouvrages en fonte vieux de 130 ans dont l'état et la stabilité demeurent inconnus (risque de casse ou déboîtement des siphons) ;
- Raccordements amont difficiles car situés en forte pente.

C'est pourquoi, sur les 16 entreprises qui ont retiré les dossiers de consultation, une seule a déposé une offre. Le montant de celle-ci a été supérieure de 54% du montant de l'estimation. Le mémoire technique du candidat était par ailleurs, insuffisant. La commission d'appel d'offres a alors été contrainte de décider à rejeter l'offre.

L'objectif est de passer un nouvel appel d'offre au printemps 2019 en sécurisant dans le même temps le dossier de consultation des entreprises et en révisant le cout total de l'opération. La sécurisation du dossier porte sur des spécifications techniques supplémentaires proposées par le maitre d'œuvre :

- Limitation des travaux en rivière au regard amont n°5 augmentant le linéaire de canalisation à remplacer et impliquant la traversée du chemin de Fontolive ;
- Proposition détaillée de la solution technique de raccordements ;
- Modalités de maintien de la circulation ;
- Modalités de protection des réseaux existants.

Le coût total estimatif de l'opération est évalué par le maitre d'œuvre à 719 925,00 € HT dont 640 925,00 € HT pour les travaux et 79 000,00 € HT pour les études de maitrise d'œuvre.

2/ Prorogation de délais de l'opération de 12 mois.

La prorogation de délais est liée à la reprise complète du dossier de consultation des entreprises par le maitre d'œuvre et à la relance d'un appel d'offres.

Ainsi, le nouveau planning envisagé prévoit la période d'exécution physique de l'opération du 01/05/2017 au 31/05/2021.

La période d'exécution financière de l'opération s'étendra du 01/05/2017 au 30/11/2021.

La révision du calendrier prévisionnel est la suivante :

Première demande d'acompte au plus tard le : 31/01/2020

Deuxième demande d'acompte au plus tard le : 31/01/2021

Solde au plus tard le : 28/02/2022.

3/ Modification du plan de financement.

L'opération dont le coût total éligible est dorénavant de 719 925,00 € HT, contient toujours deux cofinanceurs à part égale : l'Union Européenne avec le FEDER ainsi que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

FEDER : 359 962,50 € HT (50 %).

AERMC : 359 962,50 € HT (50 %).

Avis favorable dans la mesure où l'objectif de l'opération demeure identique et que :



- Le coût de l'opération a été revu à la hausse pour des raisons techniques justifiées et suffisamment étayées par le maître d'œuvre ;
- Le surcoût de l'opération est supporté de manière partagée par les deux cofinanceurs de l'opération à savoir l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Union européenne ;
- Les délais supplémentaires demandés sont en adéquation avec la relance de la consultation des entreprises.